



Compte rendu CTPS DI du 08 novembre 2010

DOUANES : ON BRÂDE !

AUX PUCES D.I.



Le SNAD-CGT tient à remercier vivement l'ensemble des agents, tous grades et branches confondus, de s'être rassemblés devant le siège de l'Interrégion.

Cette mobilisation est à la hauteur des craintes des personnels en matière de suppressions de structures, des transferts d'emploi et d'inquiétudes qui minent les agents des Douanes au delà de leurs services, au quotidien.

Alertée par le SNAD CGT, la presse était également présente lors de ce rassemblement.

Avant les déclarations préalables des organisations syndicales siégeantes, dont celle de la CGT reproduite ci-dessous, le Directeur Interrégional, Président de l'instance paritaire, a souhaité lire, une fois n'est pas coutume sa propre déclaration, dans laquelle il rappelle aux participants le règlement intérieur du CTPS DI adopté en mai 2008.

Le premier point évoqué par le Président est la fermeture de la **BSI de Steenvoorde**. Selon l'Administration elle se justifie par des résultats en baisse, l'évolution des méthodes de travail et les nouvelles missions telle le « scanner calaisien ». Tout cela s'inscrit dans le cadre des contraintes économiques et politiques actuelles (RGPP, Politique Immobilière de l'État). A cet effet, il a fait un parallèle, que le SNAD-CGT considère révélateur, entre les observatoires de Saint Aybert, Reckem, Camphin et la nécessité communautaire de libérer la frontière tant en termes de présences que de contrôles statiques.

A cette occasion, il a rappelé, se référant aux écrits de la Cour des Comptes, le seuil vital d'une future unité de surveillance, à savoir 20 agents. Le projet de fermeture de Steenvoorde BSI sera confirmé par les CTPS-DR et DI de janvier 2011.

Les agents, sous l'impulsion des douaniers de Steenvoorde, ont envahi une première fois la salle du CTPS afin de faire entendre leur opposition à ce projet de fermeture de l'unité. Ils ont, à cette occasion, promis au Directeur Régional de Dunkerque de se battre aux côtés des élus de la Flandre Intérieure pour maintenir le service public douanier.

Sur injonction du Président, les secrétaires interrégionaux de la CGT et de la CFDT, ont été invités à le suivre dans son bureau. En préambule à la poursuite de la séance, le Directeur a demandé à ce que la salle soit rendue à la sérénité des débats. A cette condition, il s'est engagé à donner des réponses rapides et concrètes à l'ordre du jour.

A la reprise de la séance, le Président, concernant les brigades de **Saint-Omer, Hirson, Maubeuge-Bavay, Avesnes sur Helpe, Saint-Aybert et Cambrai**, a annoncé ne pas avoir de projet de restructuration, ni fermeture, ni fusion, au cours de l'année 2011. S'appuyant sur un contexte de ressources contraintes, de modifications de l'environnement, d'impact de la politique immobilière de l'État et d'arrivée de la taxe poids lourds (07/2012), le Président a indiqué que l'année 2011 sera celle de l'évaluation dans le temps des missions et implantations douanières. Il s'est engagé à faire connaître ses hypothèses fin 2011. Il est donc urgent d'attendre.

Concernant l'opportunité de recréer une BSE sur le site aéroportuaire de Beauvais, le Président a indiqué qu'il ne disposait pas des ressources nécessaires, sauf à prélever des effectifs dans les autres unités. Il n'y aura donc pas de réimplantation d'un service surveillance à Beauvais. A l'occasion des explications concernant Beauvais, le Président a indiqué que les brigades de Laon, Nogent, Amiens et Abbeville occupent actuellement une position névralgique dans le dispositif douanier.

Quant aux effectifs de la branche AG, le Président a annoncé la suppression de **10 emplois Equivalent Temps Plein Travaillé** (-5 DR de Lille, -5 DR de Dunkerque, -1 DR Picardie et +1 DI de Lille) sur les 1406 ETPT de la DI de Lille.

- ☞ Suppression de deux emplois au SGDR Lille compensés par l'implantation d'un emploi au SGDI.

- ☞ Suppression d'un poste de catégorie A dans les divisions de Lille, Halluin, Boulogne et Dunkerque.

- ☞ Suppression d'un poste de catégorie B aux divisions de Valenciennes et d'Arras.

- ☞ Suppression d'un poste de catégorie B dans les services de la DR de Picardie et un poste de catégorie B et C au SGDR de Dunkerque.

Par ailleurs un poste de catégorie C de la DI devrait être converti en poste de catégorie A dédié à l'immobilier.

Ces suppressions de postes s'expliquent, pour l'Administration, par une remontée de la charge de travail des divisions vers les services de la DI et par la création d'un pôle de pilotage de la performance au sein de la DI en appui sur les trois CROC.

Par ailleurs, dix opératrices du CISD vont être redéployées vers des missions d'assistance tandis que quatre postes seront supprimés à l'occasion de départs en retraite.

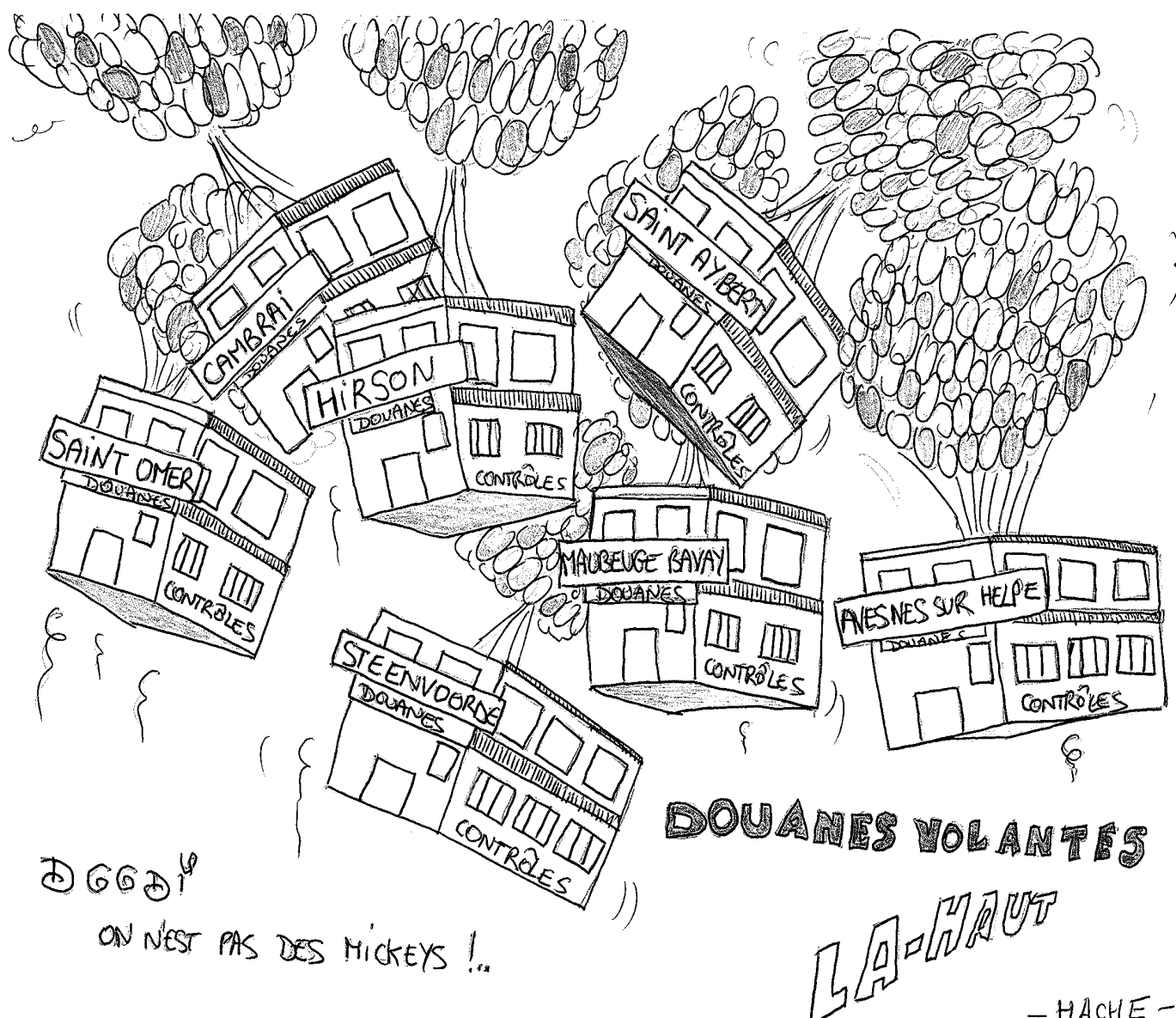
Sur Dunkerque, outre les cinq suppressions de postes budgétaires, le Président s'est engagé sur un abondement des effectifs de la BSI de Calais Littoral mais uniquement sur son Plafond Autorisé d'Emploi 2011. Soit une gestion en vases communicants au sein de l'Interrégion.

Le Président a rappelé que l'expérimentation du scanner continuerait avec la présence d'agents Paris Spécial autant que de besoin (accord DG A2/A), et par l'affectation des agents mutés sur cette résidence.

Il a précisé également que la DGDDI resterait maître d'ouvrage (application du Code des Douanes) sur l'utilisation de ce scanner et qu'il serait employé, comme il a été initialement prévu par l'administration, pour la LCF. Et ce n'est pas l'intégration d'agents UKBF (United Kingdom Border Force) qui va changer ce mode d'utilisation. Ces dispositions ont été réactées lors des Accords d'Evian II du 02 novembre 2010 et font toujours l'objet de discussions entre le DG des Douanes Françaises et le Directeur de nos homologues britanniques. Afin de clarifier l'ensemble des discussions et en tenant compte de l'exaspération du personnel douanier, tant calaisien que boulonnais ou audomarrois, la CGT, «intensément» rejointe par la CFDT, a demandé et obtenu la tenue d'un groupe de travail spécifique sur ce scanner au siège de la BSI de Calais Littoral.

Le personnel a de nouveau investi la salle de réunion, mettant par là un terme au CTPS-DI. En signe de solidarité avec les agents de Steenvoorde, qui pour l'heure sont les seuls fixés sur leur sort, l'ensemble des agents et des représentants de tous les syndicats (CFDT, CGT, FO, Solidaires, SNCD) ont décidé d'une réunion à Steenvoorde le 25 novembre 2010.

En outre, le SNAD-CGT espère que la très forte mobilisation du personnel se poursuivra le 20 novembre 2010 à 10h00 à Steenvoorde, où les agents ont invité les élus de Flandre Intérieure à participer à un rassemblement de défense du service public douanier.





CTPS DI du 08 novembre 2010

Déclaration Liminaire

Monsieur le Président,

Le projet de budget pour 2011 se propose de faire payer la crise capitaliste aux citoyens, de réduire l'intervention publique, et de sacrifier les services publics aux lois du marché.

Le contexte social et économique de ces dernières semaines s'est révélé tendu et difficile.

Il est clair que la DGDDI n'échappera pas à la casse du service public, casse mise en œuvre par un gouvernement autiste et antisocial.

L'implacable logique de CAP 2012 prévoit la suppression d'un collègue par jour pendant trois ans. Au plan inter régional, sa déclinaison conduit à une réorganisation du maillage des services douaniers rendant ces derniers particulièrement fragilisés, voire inopérants.

Après les réductions drastiques d'effectifs, hier en AG et CO, nous sommes appelés aujourd'hui à connaître de nouvelles restructurations en surveillance qui conduiront à l'instauration de zones échappant à tout contrôle. Elles **installeront** des déserts douaniers où le territoire sera laissé, au mieux, aux services de Police ou de Gendarmerie, au pire aux fraudeurs de tous poils.

Contrairement à M. Fournel, vous avez, Monsieur le Président, maintenu le dialogue social en programmant à la demande des organisations syndicales, le CTPS-DI d'aujourd'hui. La CGT prend acte du nouvel ordre du jour que vous avez bien voulu modifier.

La CGT a régulièrement alerté vos collaborateurs et vous même, à propos des conditions de travail, de la dictature du chiffre, du moral des personnels, et des inquiétudes qui minent les agents des douanes dans leurs services au quotidien.

Vos agents sont présents devant la Direction et attendent de votre équipe et de vous même, Monsieur le Président, des informations concrètes sur leur avenir.

C'est pour cela que nous voulons des éléments de réponses aussi précis que possible sur l'ensemble des sujets suivants:

- Programmation de la fermeture de l'unité de Steenvoorde;
- Perspectives à la BSI d'Hirson;
- Avenir des brigades de Saint Omer, Avesnes sur Helpe, Maubeuge-Bavay, Saint Aybert et Cambrai;
- Implantation d'une BSE à Beauvais;
- Nombre d'emplois supprimés en AG.

Il est impératif de répondre maintenant aux collègues rassemblés rue de Courtrai. La CGT fait de la transparence une vertu, nous espérons que vous partagerez notre intention de l'inscrire au cœur des débats d'aujourd'hui.

Merci pour vos réponses

La délégation SNAD-CGT